



# Infomat

## Revue hebdomadaire

Le vendredi 11 juillet 1997

### APERÇU

#### ◆ Valeur des permis de construction amoindrie par un recul du secteur non résidentiel

Un recul important des intentions de construction non résidentielle a effacé l'augmentation de la valeur des intentions de construction résidentielle en mai.

#### ◆ Des retraités de plus en plus jeunes

Au début des années 90, la proportion de retraités de moins de 60 ans était deux fois plus élevée qu'elle ne l'était il y a 20 ans, selon ce que révèlent les données remaniées de l'Enquête sur la population active.

#### ◆ Le déficit dans les services internationaux diminue

Le Canada a exporté une somme record en voyage, transport, services commerciaux et services gouvernementaux en 1996. Les importations ont aussi augmenté, mais le déficit a enregistré sa troisième baisse annuelle consécutive.

#### ◆ Traverser le seuil de faible revenu

Un Canadien sur quatre ayant un faible revenu en 1993 a réussi à franchir le seuil de faible revenu l'année suivante.

#### ◆ Des dépenses touristiques record en 1996

Grâce à l'apport des non-résidents, les dépenses touristiques ont atteint un montant record en 1996, et le premier trimestre de 1997 se dirige sur la même lancée.

#### ◆ Nombre de personnes touchant un revenu à la hausse en partie grâce aux femmes

En 1995, environ un quart de millions de personnes de plus, en majorité des femmes, ont gagné un revenu d'emploi comparativement à l'année précédente, tout particulièrement un revenu d'emploi autonome.

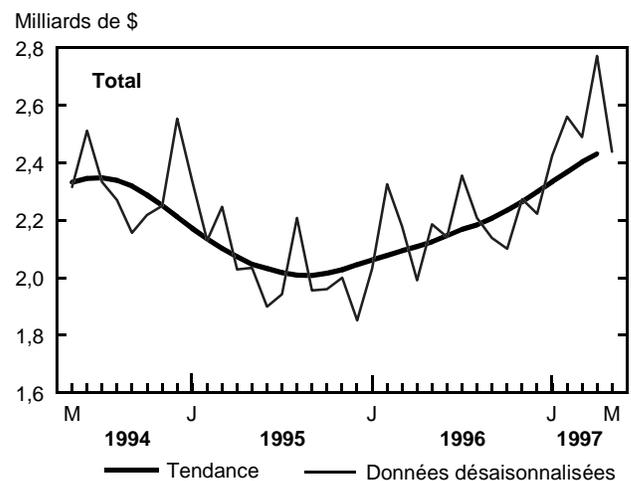
## Valeur des permis de construction amoindrie par un recul du secteur non résidentiel

**E**n mai, les municipalités ont émis des permis de construction pour une valeur de 2,4 milliards de dollars, ce qui constitue une baisse de 12,0 % par rapport à avril. Cette troisième baisse mensuelle consécutive s'explique par une chute importante (-28,6 %) dans le secteur de la construction non résidentielle, qui a atteint 885 millions de dollars. Les intentions de construction résidentielle ont augmenté pour un deuxième mois d'affilée (1,4 %), pour s'établir à 1,6 milliard de dollars. Les intentions de construction résidentielle et non résidentielle des cinq premiers mois de 1997 ont dépassé le total de celles de la période équivalente en 1996.

Après quatre augmentations consécutives, le secteur non résidentiel a perdu de son élan. Les intentions de construction commerciale ont dégringolé de 29,0 %, pour s'établir à 441 millions de dollars, pendant que celles de construction industrielle ont baissé de 30,8 % et celles de construction institutionnelle, de 24,7 %. Malgré tout, le total cumulatif de chacune des composantes a montré une amélioration par rapport à la même période de 1996. Les replis mensuels les plus marqués sont survenus en Ontario (-45,5 %), en Alberta (-49,8 %) et au Québec (-18,2 %). La construction non résidentielle a augmenté en Colombie-Britannique (32,8 %) et au Manitoba (40,2 %).

(suite à la page 2)

### Valeur totale des permis de bâtir



### ... Valeur des permis de construction amoindrie par un recul du secteur non résidentiel

En mai, la hausse des intentions de construction résidentielle, la quatrième cette année, a coïncidé avec un repli des taux hypothécaires à court et à long terme. La composante multifamiliale, bien que deux fois moins grosse que la composante unifamiliale, venait en tête avec un gain de 7,8 %, pour atteindre une valeur de 451 millions de dollars. Un repli de 1,0 % a ramené les intentions dans la composante unifamiliale à 1,1 milliard de dollars. Les provinces ayant le plus contribué à l'activité dans le secteur résidentiel étaient la Colombie-Britannique (13,9 %), l'Alberta (6,4 %) et la Nouvelle-Écosse (31,8 %). Pour leur part, l'Ontario (-4,4 %) et le Québec (-3,6 %) ont enregistré des baisses.

Malgré les mouvements opposés des composantes unifamiliale et multifamiliale en mai, le secteur de la construction résidentielle conserve un rendement positif jusqu'ici cette année. De janvier à mai 1997, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint 7,8 milliards de dollars, ce qui représente une progression de 24,9 % par rapport aux cinq premiers mois de 1996. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, l'activité de revente a fait un bond de 19,8 % par rapport à la même période l'an dernier pour atteindre son plus haut niveau depuis 1988. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a rapporté une hausse de 4,6 % du nombre de mises en chantier d'habitations en mai et de 32,6 % pour les cinq premiers mois de 1997 par rapport à 1996.

#### Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités où vivent les 7 % restants de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni le coût du terrain.

Sauf avis contraire, ces données sont désaisonnalisées. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.**

Le numéro de mai 1997 de **Permis de bâtir** (64-001-XPB, 25 \$/248 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet : clousyl@statcan.ca.

#### Permis de bâtir<sup>1</sup>, mai 1997

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent
<b>Canada</b>	<b>2 438</b>	<b>-12,0</b>	<b>1 554</b>	<b>1,4</b>	<b>885</b>	<b>-28,6</b>
Terre-Neuve	20	30,1	11	10,5	9	64,3
Île-du-Prince-Édouard	13	169,8	5	44,2	8	585,1
Nouvelle-Écosse	49	17,7	34	31,8	16	-4,4
Nouveau-Brunswick	29	-42,2	18	-16,6	12	-60,5
Québec	439	-11,2	230	-3,6	208	-18,2
Ontario	940	-23,3	634	-4,4	307	-45,5
Manitoba	60	20,1	27	1,8	33	40,2
Saskatchewan	45	-3,8	19	-22,8	26	17,8
Alberta	313	-21,5	214	6,4	99	-49,8
Colombie-Britannique	524	19,3	359	13,9	165	32,8
Yukon	4	20,8	3	44,1	1	-14,3
Territoires du Nord-Ouest	2	81,9	1	12,6	1	519,8

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## Des retraités de plus en plus jeunes

De plus en plus de gens optent pour une retraite plus hâtive, surtout les travailleurs de la fonction publique et ceux qui ont plus d'ancienneté. Parmi les personnes qui ont pris leur retraite dans les années 90, 10 % avaient moins de 55 ans, par rapport à seulement 4 % chez celles qui l'ont prise à la fin des années 70. De même, 24 % de toutes les personnes qui ont pris leur retraite au début des années 90 étaient âgées de 55 à 59 ans, par rapport à seulement 12 % de celles qui l'ont prise à la fin des

#### Note aux lecteurs

Le présent communiqué porte sur un article du numéro d'été 1997 de **L'emploi et le revenu en perspective**.

Peu de renseignements sur les départs à la retraite et l'âge de la retraite n'étaient jusqu'ici disponibles. La réorganisation rétroactive des données de l'Enquête sur la population active jusqu'à l'année 1976 viendra combler cette lacune et permettra d'étudier les tendances qui se dessinent en matière de retraite. L'étude compare les personnes qui ont pris leur retraite au cours de deux périodes distinctes : de 1976 à 1980 et de 1991 à 1995.

(suite à la page 3)

**... Des retraités de plus en plus jeunes**

années 70. Dans l'ensemble, l'âge médian de la retraite est passé de près de 65 ans en 1976 à 62 ans en 1995.

L'endroit où quelqu'un travaille et l'ancienneté sont des facteurs déterminants dans la retraite hâtive. La plus importante baisse de l'âge de la retraite a été observée chez les employés du secteur public (travailleurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et des services sociaux). L'âge médian de la retraite chez ces travailleurs a diminué de près de cinq ans, passant de 64,6 ans à la fin des années 70 à 59,8 ans au début des années 90.

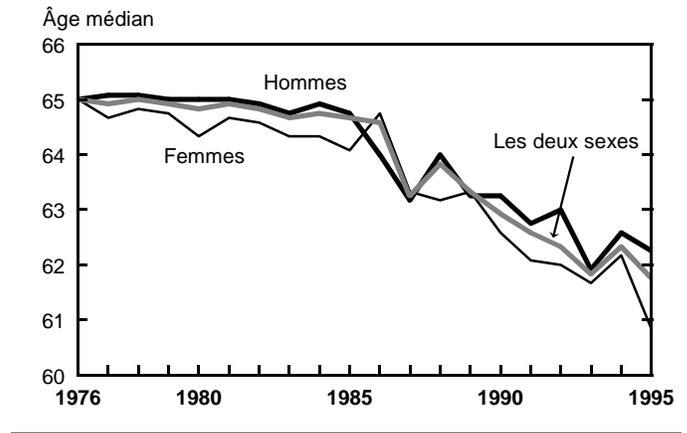
À la fin des années 70, l'écart de l'âge médian de la retraite entre les travailleurs des secteurs public et privé était de seulement six mois. Deux décennies plus tard, les travailleurs du secteur public prenaient leur retraite trois ans plus tôt que leurs homologues du secteur privé. Par ailleurs, l'âge médian de la retraite a légèrement augmenté chez les travailleurs du secteur de l'agriculture.

La durée d'occupation d'un emploi est sans nul doute étroitement liée à l'âge du début de la retraite. Dans les années 90, les travailleurs qui occupaient leur emploi depuis 20 ans ou plus prenaient en moyenne leur retraite trois ans plus tôt que ceux dont la durée d'occupation du poste était moindre. À cet égard, il y avait toutefois peu de différences entre les deux groupes à la fin des années 70. Chez les travailleurs autonomes, toutefois, ceux qui occupaient leur emploi depuis plus de 20 ans prenaient leur retraite un an plus tard. Les travailleurs autonomes avaient également tendance à prendre leur retraite plus tard que la plupart des travailleurs.

Le niveau de scolarité influence aussi l'âge de la retraite. Dans les années 90, les personnes titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études postsecondaires prenaient leur retraite trois années plus tôt que celles qui possédaient huit années de scolarité ou moins.

À la fin des années 70, l'âge de la retraite chez les personnes de toutes les provinces était d'environ 65 ans. L'âge médian de la

**Âge de la retraite**



retraite le plus élevé a été observé à l'Île-du-Prince-Édouard, où il était de 65,2 ans, tandis que l'âge médian le plus faible a été enregistré en Colombie-Britannique, où il était de 64,8 ans. Deux décennies plus tard, on constate une baisse de l'âge médian de la retraite dans l'ensemble des provinces, surtout à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Québec.

Au début des années 90, l'âge médian de la retraite était le plus bas à Terre-Neuve (60,4 ans) et le plus élevé en Saskatchewan (64,2 ans).

*Le numéro d'été 1997 de L'emploi et le revenu en perspective (75-001-XPF, 18 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Diane Galarneau au (613) 951-4626, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*

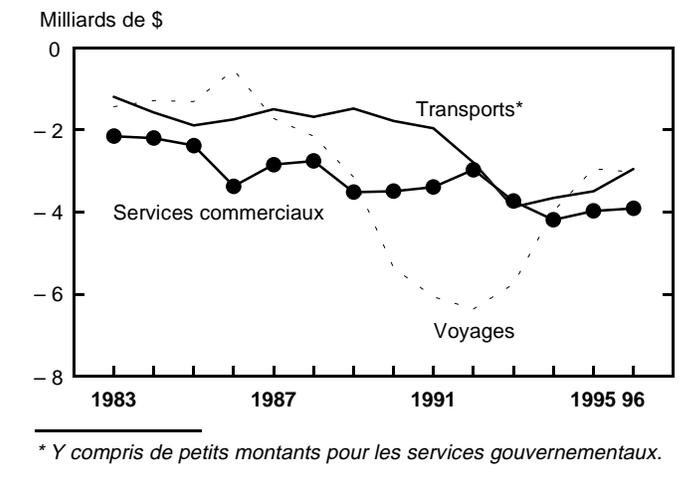
**Le déficit dans les services internationaux diminue**

Les exportations au titre des voyages, des transports, des services commerciaux et des services gouvernementaux ont atteint la somme record de 39 milliards de dollars en 1996. Les importations ont aussi atteint un sommet de 49 milliards de dollars, mais elles se sont accrues moins rapidement que les exportations. Ces transactions se sont soldées par une réduction du déficit, qui a atteint 9,9 milliards de dollars. C'est la troisième année consécutive que l'on enregistre une baisse et la première fois depuis le début des années 90 que le déficit tombe sous la barre des 10 milliards.

En 1996, le déficit en ce qui a trait au transport des biens et des voyageurs s'est réduit de 0,6 milliard de dollars, pour atteindre 3,1 milliards de dollars. La baisse reflète des déficits moindres au titre du transport aérien et maritime ainsi que des gains plus élevés pour les camionneurs canadiens aux États-Unis.

Le Canada a maintenu son déficit au titre des services commerciaux et des voyages. Dans les services commerciaux, le déficit a légèrement diminué, pour atteindre 4,0 milliards de dollars. Les dépenses des voyageurs au Canada ainsi que celles à l'étranger ont toutes deux augmenté de plus de 1 milliard de dollars en 1996. Ces augmentations,

**Sources principales du déficit des services**



\* Y compris de petits montants pour les services gouvernementaux.

qui ont atteint de nouveaux sommets, n'ont cependant mené qu'à une petite hausse du déficit, qui s'est établi à 3,0 milliards de dollars. Le déficit au chapitre des voyages a diminué de plus de la moitié depuis le record atteint en 1992.

(suite à la page 4)

### ... Le déficit dans les services internationaux diminue

Les dépenses des étrangers au titre de l'éducation post-secondaire ont produit 1 milliard de dollars au Canada sous forme de frais d'études et de frais de subsistance. En même temps, les dépenses des résidents canadiens aux universités et collèges à

#### Principales exportations de services commerciaux

	Croissance composée 1991 à 1996	Expor- tations
	%	millions de \$
Services financiers autres que les assurances	22	1 290
Services d'architecture et de génie	21	1 553
Réassurance de vie	20	2 068
Frais de redevances et de licences	20	505
Recherche et développement	18	1 724
Services informatiques et d'information	15	1 263
<b>Tous les services commerciaux</b>	<b>13</b>	<b>17 971</b>

## Traverser le seuil de faible revenu

Même si le risque de demeurer dans une situation de faible revenu pendant deux années consécutives était élevé chez certains groupes, un Canadien sur quatre ayant eu un faible revenu en 1993 a réussi à franchir le seuil de faible revenu l'année suivante.

Ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui se trouvent dans une situation de faible revenu. Quelque 1,2 million de Canadiens qui se trouvaient au-dessus du seuil de faible revenu en 1993 sont passés en dessous en 1994, alors que 846 000 ont réussi à passer au-dessus du seuil de faible revenu cette même année. De plus, 2,3 millions d'autres personnes ont eu un revenu inférieur au seuil de faible revenu en 1993 comme en 1994. Par conséquent, un total de plus de 4,4 millions de personnes, soit 16 % environ de la population canadienne, ont vécu en dessous du seuil de faible revenu pendant au moins une de ces deux années.

Une forte proportion (22 %) d'enfants de moins de six ans ont vécu dans des familles à faible revenu soit en 1993 soit en 1994 et beaucoup (13 %) sont demeurés sous le seuil de faible revenu au cours des deux années. Le groupe des 16 à 24 ans s'est aussi démarqué. Environ 24 % de ces jeunes adultes se sont situés en dessous du seuil de faible revenu pendant au moins une des deux années. Parmi les personnes qui ont eu un faible revenu à la fois en 1993 et en 1994, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes.

L'activité sur le marché du travail a été un facteur non négligeable dans les changements observés, comme par exemple un nouveau soutien financier dans la famille ou une augmentation du nombre d'heures travaillées par tous les membres. Également, un changement dans la composition de la famille — mariage ou nouvelle union de fait, séparation ou dissolution d'une union de fait — a accru sensiblement les probabilités de franchir le seuil de faible revenu (dans un sens comme dans l'autre). En fait, 41 % de toutes les personnes qui sont passées sous le seuil de faible revenu en 1994 ont connu un changement dans la composition de leur famille, tout comme 28 % de celles qui sont passées au-dessus du seuil de faible revenu.

l'étranger se sont établies à plus de 600 millions de dollars. Ces statistiques font partie de la rubrique des voyages du Canada.

Les ventes de services légaux à l'étranger par les études d'avocats ont été mesurées pour la première fois, s'élevant à plus de 260 millions de dollars en 1996, y compris les enregistrements de brevets et de marques de commerce. Les achats de services légaux de l'étranger se sont approchés de la barre de 210 millions de dollars.

Les services internationaux de conseils en gestion ont produit quelque 215 millions de dollars de revenus pour les entreprises canadiennes. Les nouvelles estimations comprennent le travail financé par l'ACDI, mais excluent les frais de consultation en informatiques et services connexes, les transactions entre parties liées ainsi que les services de gestion d'immeubles.

Toutes les ventes de 1996 sont à des niveaux records.

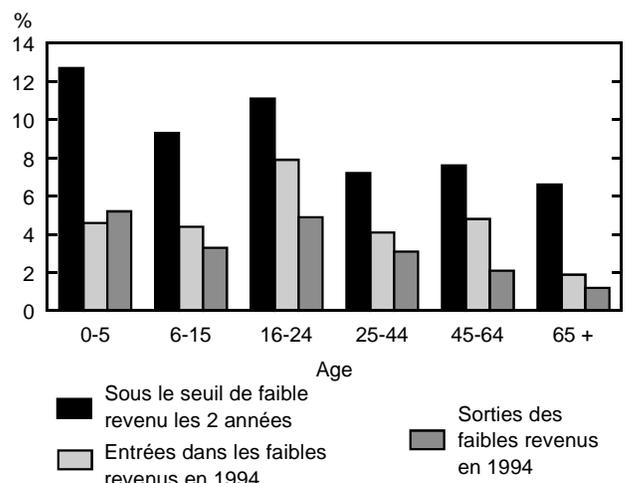
*Vous pouvez consulter **Les transactions internationales de services, 1961 à 1996** (67-203-XPB, 37 \$) qui est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Hugh Henderson au (613) 951-9049, Division de la balance des paiements. Internet : hendhug@statcan.ca.*

#### Note aux lecteurs

*Ce texte est basé sur les résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. Il s'agit d'un premier regard posé sur les passages au-dessous et au-dessus du seuil de faible revenu au cours de 1993 et 1994 ainsi que sur certains événements importants dans la vie familiale ou professionnelle qui ont eu une incidence sur la stabilité du revenu familial.*

*Le seuil de faible revenu détermine le niveau de revenu à partir duquel une famille est susceptible de se trouver en situation précaire puisqu'elle doit consacrer une plus grande proportion de son revenu aux besoins de base qu'une famille moyenne de taille semblable.*

#### Incidence du faible revenu



(suite à la page 5)

### ... Traverser le seuil de faible revenu

Les événements familiaux d'importance entraînent généralement un changement de logement pour au moins une personne. Parmi l'ensemble des personnes qui se situaient au-dessus du seuil de faible revenu en 1993 et en 1994, 10 % environ ont déménagé à un moment ou à un autre en 1994. Les taux les plus élevés ont été enregistrés chez les personnes qui sont passées sous le seuil en 1994, après avoir été au-dessus de celui-ci en 1993. Parmi ces personnes, près d'une sur trois avait déménagé en 1994. La mobilité

chez les personnes sous le seuil de faible revenu était aussi très élevée : 22 % des personnes qui se situaient sous le seuil les deux années ont déménagé en 1994.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Nathalie Noreau au (613) 951-4607, Maryanne Webber au (613) 951-2899 ou Philip Giles au (613) 951-2891. Pour commander un rapport complet (75F0002M, n° 97-11, 5 \$), communiquez avec l'unité de diffusion de l'enquête au (613) 951-7355 ou composez le numéro sans frais : 1 888 297-7355.

## Des dépenses touristiques record en 1996

En 1996, les dépenses touristiques totales (demande touristique) ont progressé de 3,0 % comparativement à 1995 (en dollars constants). Les dépenses des non-résidents (exportations touristiques) ont augmenté de 9,1 %, tandis que les Canadiens ont dépensé à peine 0,6 % de plus. Les visiteurs étrangers ont dépensé 12,1 milliards de dollars au Canada; les Canadiens ont pour leur part dépensé 29,7 milliards de dollars.

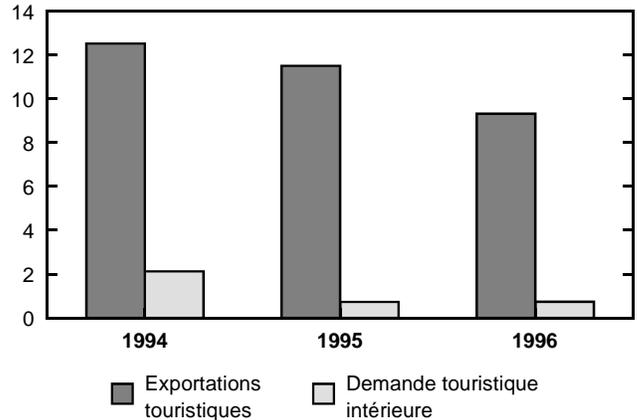
Le nombre de voyageurs en provenance des États-Unis qui ont passé au moins une nuit a diminué de 0,7 %, atteignant 12,9 millions, alors que les voyageurs d'un jour ont augmenté de 5,1 %. Le nombre de voyageurs provenant des marchés européens traditionnels s'est accru, de même que celui des voyageurs provenant des nouveaux marchés de la région de l'Asie-Pacifique.

Les visiteurs canadiens ont pris plus souvent l'avion en 1996. Ils ont haussé leurs dépenses réelles, mais ont diminué celles en hébergement et celles en restauration.

Au cours du premier trimestre de 1997, les dépenses touristiques au pays ont atteint 8,2 milliards de dollars. Un dollar sur quatre de dépenses touristiques a été déboursé par les 7,6 millions d'étrangers ayant visité le Canada au cours du trimestre hivernal, soit 3,1 milliards de dollars (donnée désaisonnalisée), en hausse de 1,6 % par rapport au trimestre précédent. Les voyageurs en provenance des États-Unis ont continué de profiter de la faiblesse du dollar canadien, effectuant 1,7 million de séjours d'au moins une nuit et 5,2 millions d'excursions d'un jour, en hausse de 5,3 % et de 7,6 % respectivement par rapport au premier trimestre de 1996.

### Dépenses touristiques

Variation annuelle en % calculée à partir de données aux prix de 1986



Pour leur part, les Canadiens ont effectué 12,7 millions de voyages à l'étranger au cours du premier trimestre de 1997. Ils ont réduit leurs dépenses touristiques au pays de 0,3 % comparativement au trimestre précédent, après rajustement pour l'inflation et désaisonnalisation.

Les publications *Indicateurs nationaux du tourisme - Estimations trimestrielles, premier trimestre de 1997* (13-009-XPB, 21 \$/70 \$) et *Indicateurs nationaux du tourisme - Estimations historiques, 1987 à 1996* (13-220-XPB, 44 \$) sont maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information de la Division des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 951-3640. Télécopieur : (613) 951-3618.

## Nombre de personnes touchant un revenu à la hausse en partie grâce aux femmes

En 1995, le nombre de Canadiens ayant gagné un revenu d'emploi a augmenté d'environ un quart de million. Les femmes et les travailleurs autonomes ont largement contribué à cette hausse.

Il n'y a eu presque aucun changement (-0,8 %) entre 1990 et 1995 dans le nombre total de personnes dont le revenu d'emploi comprenait seulement des salaires et des traitements, ce nombre s'établissant à 12,1 millions en 1995. Toutefois, une hausse de 27 % du nombre de personnes dont l'unique source de revenu provenait d'un emploi autonome a été enregistrée par rapport à

1990, pour atteindre 1,2 million. Même si moins de femmes (446 000) que d'hommes (797 000) ont gagné des revenus d'un emploi autonome en 1995, il s'agit tout de même d'une augmentation de 47 % pour les femmes comparativement à 18 % pour les hommes.

Le scénario était le même pour les personnes recevant à la fois des revenus d'un emploi autonome, des salaires et des traitements. Depuis la récession de 1990, le taux d'augmentation était de 42 % chez les femmes, ce qui a porté le total à 411 000, alors qu'il était de 17 % chez les hommes, pour atteindre 703 000. Dans l'ensemble, les femmes représentaient plus de la moitié de la hausse du nombre de personnes touchant un revenu d'emploi en 1995.

Même si les revenus d'un emploi autonome ont augmenté davantage chez les femmes que chez les hommes, les femmes n'ont

(suite à la page 6)

### ... Nombre de personnes touchant un revenu à la hausse en partie grâce aux femmes

gagné que la moitié (7 300 \$) du montant gagné par les hommes (13 600 \$). Le revenu d'emploi médian des travailleurs à temps plein et à temps partiel a été beaucoup moins élevé chez les femmes (16 000 \$) que chez les hommes (25 900 \$).

Parmi les provinces et les territoires, le Yukon et la Colombie-Britannique ont enregistré le pourcentage d'augmentation le plus élevé du nombre de personnes ayant touché un revenu d'emploi. Une hausse de 2,7 % en Colombie-Britannique a fait passer ce nombre à 1,9 million de personnes. L'Ontario a enregistré la plus forte croissance du nombre de bénéficiaires d'un revenu d'emploi en 1995, soit 94 000 personnes, pour un total de 5,4 millions. Le nombre de bénéficiaires d'un revenu d'emploi a chuté seulement à Terre-Neuve et ce, de 1,8 %, pour atteindre 253 000.

Dans les régions métropolitaines de recensement, Oshawa a enregistré le revenu d'emploi médian le plus élevé (27 700 \$), suivie d'Ottawa-Hull (26 600 \$). Cependant, c'est Windsor qui a décroché le plus important taux d'augmentation du nombre de personnes recevant un revenu d'emploi (+ 4 100, pour atteindre 142 000 personnes), de même que la plus forte hausse du revenu d'emploi médian (+ 819 \$, pour atteindre 24 200 \$).

#### Revenu d'emploi médian par province, 1995

	Hommes	Femmes	Total
	\$		
<b>Canada</b>	<b>25 900</b>	<b>16 000</b>	<b>20 600</b>
Terre-Neuve	17 500	10 200	13 600
Île-du-Prince-Édouard	16 500	10 600	13 500
Nouvelle-Écosse	21 800	12 500	16 800
Nouveau-Brunswick	20 400	11 300	15 400
Québec	24 100	15 400	19 700
Ontario	28 800	18 100	23 000
Manitoba	22 900	14 800	18 400
Saskatchewan	21 000	13 500	16 900
Alberta	26 300	14 800	19 900
Colombie-Britannique	27 900	16 700	21 600
Yukon	27 600	20 400	24 100
Territoires du Nord-Ouest	29 200	19 700	24 400

#### Note aux lecteurs

Les données sur le Profil du revenu de la population active de 1995 ont été tirées des déclarations de revenus remplies au printemps 1996.

Le revenu d'emploi fait référence au revenu reçu à un moment quelconque en 1995 qui provenait soit de salaires, de traitements, de commissions ou d'un emploi autonome. Il comprend la rémunération d'un emploi à plein temps ou à temps partiel. La population active comprend toutes les personnes ayant déclaré un revenu d'emploi ou des prestations d'assurance-chômage. Une personne qui déclare à la fois un salaire, un traitement ou des commissions, un revenu d'emploi autonome ainsi que des prestations d'assurance-chômage est comptée dans le nombre de personnes recevant un salaire, un traitement ou des commissions, de travailleurs autonomes et de bénéficiaires d'assurance-chômage. Elle ne sera cependant comptée qu'une fois comme personne occupée et une fois comme active.

Une personne est comptée en tant que bénéficiaire d'assurance-chômage si elle a reçu des prestations d'assurance-chômage à un certain moment durant l'année 1995. Le 1<sup>er</sup> juillet 1996, le Régime d'assurance-chômage est officiellement devenu le Régime d'assurance-emploi. Puisque le Profil de la population active de 1995 est basé sur les renseignements fiscaux de 1995, le terme «assurance-chômage» est de rigueur.

La chute de 5,5 % dans le nombre de personnes déclarant des prestations d'assurance-chômage a continué la tendance des trois dernières années. Ces baisses ont été le reflet d'une combinaison de facteurs : personnes trouvant un emploi, changements dans les critères d'admissibilité et personnes épuisant leurs prestations. Depuis le sommet atteint en 1992, le nombre de bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage a diminué d'au-delà 681 000 personnes, ce qui représente une baisse de presque 20 %.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle de la Division des données régionales et administratives au (613) 951-9720. Télécopieur : (613) 951-4745. Internet : [saadinfo@statcan.ca](mailto:saadinfo@statcan.ca).

## Nouveautés de Statistique Canada

### Profils de dépendance

1995

Les profils de dépendance économique donnent un aperçu de la dépendance des Canadiens envers les paiements de transfert comme source de revenu. Tirées des déclarations de revenus de 1995 remplies au printemps 1996, ces données constituent une source unique de renseignements et sont idéales pour appuyer les recherches et les analyses. Les données sont offertes pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que pour des régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères des codes postaux) et les itinéraires de facteur. On peut se les procurer pour plus de 26 000 régions postales.

*Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle de la Division des données régionales et administratives au (613) 951-9720. Télécopieur : (613) 951-4745. Internet : saadinfo@statcan.ca.*

### Info-voyages

Été 1997

Le numéro d'été 1997 du bulletin trimestriel d'information de Statistique Canada sur le tourisme, *Info-voyages*, présente l'article : «Les voyages des Canadiens à l'hiver 1996... en baisse à l'intérieur du pays et en hausse à l'extérieur du pays». Cet article examine les tendances et les changements des voyages des Canadiens au premier trimestre de 1996 par rapport à celui de 1994. Un autre article, «La culture en mouvement» traite des changements survenus dans l'offre de la programmation télévisuelle.

Chaque trimestre, *Info-voyages* analyse les tendances de l'indice des prix des voyages. On y présente également les plus récents indicateurs de voyages ainsi que le compte des voyages internationaux. De plus, on propose un résumé d'une page sur les indicateurs nationaux du tourisme pour la demande touristique au Canada ainsi que pour l'emploi généré par le tourisme.

*Le numéro d'été d'Info-voyages, vol. 16, n° 3 (87-003-XPB, 13 \$ / 42 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Monique Beyrouti au (613) 951-1673, Culture, tourisme et centre des statistiques sur l'éducation. Télécopieur : (613) 951-2909. Internet : beyrmon@statcan.ca.*

### Indicateurs de services

Premier trimestre de 1997

L'article de fond publié dans le numéro du premier trimestre de 1997 d'*Indicateurs de services* fait suite à l'article «Accès à l'autoroute de l'information» publié l'an dernier. Il constitue une mise à jour pour 1996 des taux de pénétration du téléphone, du câble, de l'ordinateur et du modem, et comprend en outre des données pour 1996 sur l'utilisation du téléphone cellulaire et d'Internet. Les taux de pénétration de ces biens sont analysés par rapport à plusieurs variables socioéconomiques et démographiques.

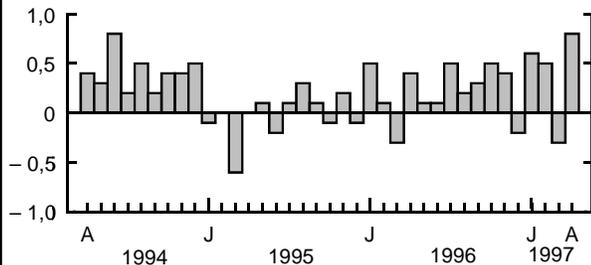
Le revenu du ménage a des répercussions importantes sur les taux de pénétration du téléphone cellulaire, de l'ordinateur et d'Internet. Toutefois, parmi ceux qui sont dotés d'un ordinateur, le niveau de scolarité est un meilleur indicateur de l'utilisation d'Internet que le revenu. Par contre, en ce qui a trait au taux de pénétration du téléphone cellulaire, le revenu constitue un meilleur indicateur que la scolarité.

*Le numéro du premier trimestre de 1997 d'Indicateurs de services (63-016-XPB, 35 \$ / 116 \$), qui comprend un profil des secteurs de services des communications, de la finance, des assurances, des services immobiliers ainsi que des services aux entreprises, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Little au (613) 951-6739, Division des services.*

## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut

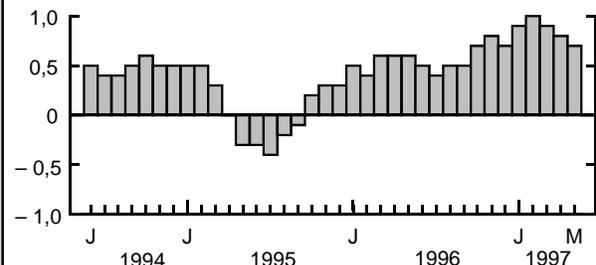
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs s'est accru de 0,8 % en avril.

### Indice composite

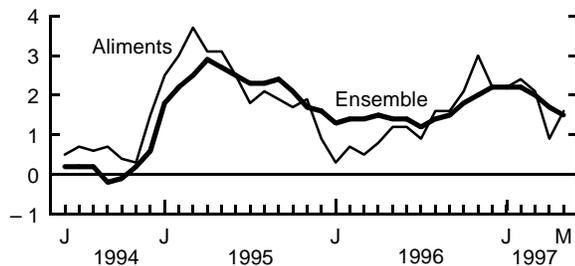
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,7 % en mai.

### Indice des prix à la consommation

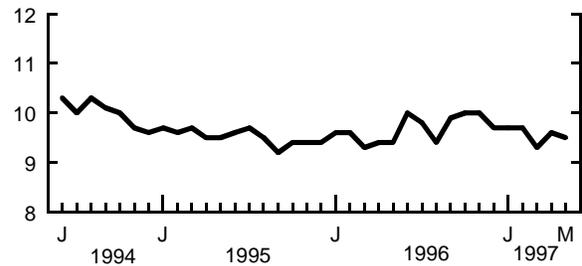
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,5 % de plus pour l'achat de biens et de services en mai 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,6 %.

### Taux de chômage

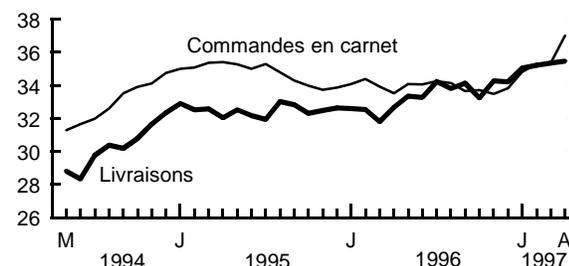
%



En mai, le taux de chômage a diminué pour se fixer à 9,5 %.

### Fabrication

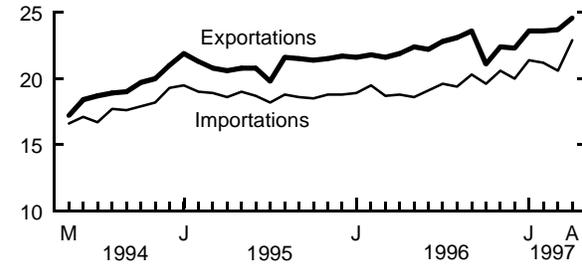
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,7 % en avril pour s'établir à 35,5 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 4,4 % pour atteindre 37,0 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En avril, la valeur des exportations de marchandises a grimpé de 0,3 % par rapport à mars, pour s'établir à 24,6 milliards de dollars. La valeur des importations s'est élevée de 4,3 %, pour atteindre un record de 22,9 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1986)	avril	567,4	0,8 %	3,1 %
Indice composite (1981 = 100)	mai	193,3	0,7 %	9,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 <sup>er</sup> trim. de 1997	25,5	3,3 %	10,5 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	1 <sup>er</sup> trim. de 1997	85,0	0,6 †	2,9 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril	19,1	1,1 %	7,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	112,7	-4,9 %	24,4 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	mai	13,9	0,4 %	1,7 %
Taux de chômage (%)	mai	9,5	-0,1 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	mai	64,9	0,1 †	0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	avril*	37,08	0,5 %	4,6 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	avril	599,88	0,6 %	4,0 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril	24,6	0,3 %	6,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril	22,9	4,3 %	18,2 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril	1,7	-0,9	-1,9
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	avril	35,5	0,7 %	8,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril	37,0	4,9 %	14,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril	37,0	4,4 %	10,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril	1,29	0,00	-0,10
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	mai	137,7	0,1 %	1,5 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	mai	130,7	0,0 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	mai	137,3	2,5 %	-0,7 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	avril	132,7	0,2 %	0,8 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.  
Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Andrée Hébert (613) 951-1189  
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par  
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année.  
Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du  
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations  
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,  
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada  
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le  
1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
© Ministre de l'Industrie, 1997. Tous droits réservés. Il est interdit de  
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque  
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,  
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des  
Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique  
Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales  
de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence  
of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Publications parues du 4 au 10 juillet 1997

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
<b>AGRICULTURE</b>				
La revue des céréales et des graines oléagineuses	avril 1997	22-007-XPB	15/149	15/149
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations par marchandise				
Version papier	avril 1997	65-004-XPB	78/773	78/773
Version microfiche	avril 1997	65-004-XMB	37/361	37/361
<b>COMPTES NATIONAUX ET ENVIRONNEMENT</b>				
Comptes économiques et financiers nationaux — estimations trimestrielles	1 <sup>er</sup> trim. 1997	13-001-XPB	44/145	44/145
<b>CULTURE, TOURISME ET CENTRE DES STATISTIQUES SUR L'ÉDUCATION</b>				
Info-voyages	été 1997	87-003-XPB	13/42	13/42
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>				
Ciment	mai 1997	44-001-XPB	7/62	7/62
Indicateurs des services	1 <sup>er</sup> trim. 1997	63-016-XPB	35/116	35/116
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	mai 1997	46-002-XPB	7/62	7/62
Production de pétrole brut et de gaz naturel	mars 1997	26-006-XPB	19/186	19/186
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mai 1997	41-011-XPB	7/62	7/62
Statistiques annuelles de l'énergie électrique	1995	57-202-XPB	30	30
<b>PRIX</b>				
Indices des prix de l'industrie	avril 1997	62-011-XPB	22/217	22/217
<b>MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES</b>				
Produit intérieur brut par industrie	avril 1997	15-001-XPB	15/145	15/145
<b>SERVICES</b>				
Services de divertissements et services personnels	1992-1994	63-233-XPB	34	34

## Pour commander les publications

**Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :**

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.